

DE BUENOS AIRES



N°21 – Du 19 au 25 mai 2023

Zoom – Le Chili adopte la loi sur les royalties minières

Après des années de discussion, la nouvelle redevance minière a été largement adoptée par les députés ce jeudi 18 avril (101 votes favorables, 24 contre). Promesse de campagne du président Boric, la modification de la fiscalité sur l'activité des grandes entreprises minières fait partie des ambitions du ministre des Finances Mario Marcel d'établir une nouvelle architecture fiscale. Elle marque également un tournant pour le gouvernement après le rejet par les députés, en mars dernier, du projet de réforme fiscale. De plus, ce texte complète la stratégie nationale du lithium présentée en avril par le président Boric, qui donne à l'Etat chilien un rôle prépondérant dans l'exploration et l'exploitation de ce minerai stratégique. Mesure phare, la nouvelle redevance a un taux d'imposition maximum de 46,5% pour les productions minières annuelles supérieures à 80.000 tonnes, versus 50% initialement proposés par le gouvernement. Bien que moins ambitieux par rapport aux premières propositions gouvernementales, le milieu d'affaires craint néanmoins qu'à ce niveau d'imposition, le secteur minier chilien perde en compétitivité. En effet selon le cabinet Deloitte cité par la presse, le taux d'imposition au Chili sera désormais supérieur à ceux de ses deux principaux concurrents dans le secteur du cuivre, à savoir le Pérou (42,5%) et l'Australie (40%). De leur côté, les autorités chiliennes estiment que le taux moyen d'imposition des géants miniers (notamment l'Anglo-australien BHP, le Britannique Anglo American, le Chilien Antofagasta Minerals et l'entreprise publique chilienne Codelco) s'établira à 40,1% contre 35,5% actuellement, soit dans la moyenne des pays miniers concurrents. En termes d'impacts économiques et sociaux, le ministre des Finances affirme que les recettes fiscales additionnelles générées par cette nouvelle redevance minière permettra à l'Etat chilien de financer des projets d'infrastructures, des programmes de recherche et développement et des initiatives pour améliorer la sécurité au Chili. En effet, la redevance qui entrera en vigueur à partir de 2024, avec un effet plein à partir de 2025, devrait générer environ 1,3 Md USD de recettes fiscales supplémentaires, dont 450 MUSD serviraient à abonder annuellement, au cours des dix prochaines années, trois nouveaux fonds établis par la nouvelle législation, à savoir : 1) Le fonds régional pour la productivité et le développement (225 MUSD) ; 2) Le fonds de soutien pour l'équité territoriale (170 MUSD) et ; 3) Le fonds des communes minières (55 MUSD). Ces trois fonds qui couvrent 89% des municipalités chiliennes, seront chargés de soutenir les collectivités locales, en particulier celles situées au Nord du pays. Au niveau régional, trois autres fonds seront créés, à savoir : 1) Le fonds pluriannuel pour la sécurité des citoyens (350 MUSD) ; 2) Le fonds triennal pour les investissements dans les infrastructures dans les régions du Nord (200 MUSD) et ; 3) Le fonds de soutien aux régions et aux municipalités dans la perspective de 2024 (112,4 MUSD). En dépit de l'intense débat sur les contours de la nouvelle redevance minière, son adoption permet de lever les incertitudes qui pénalisaient jusqu'à présent les investissements dans l'industrie minière.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,3

Recettes fiscales supplémentaires
attendues de la nouvelle redevance
minière (Md USD)

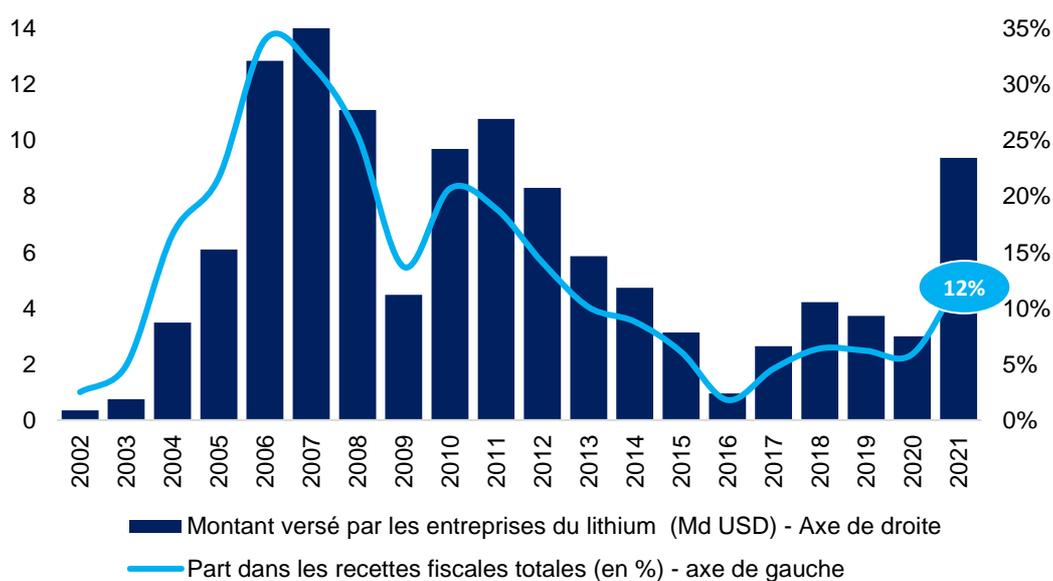
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dette publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dette extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	126,4%	5,0%	5,0%	7,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	0,2%	-1,0%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,7%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,0%	1,9%	3,5%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	0,7%	1,9%	2,5%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Chili – Contribution des grandes exploitations minières de cuivre aux recettes fiscales



Sources : INE, SE Santiago, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Le commerce extérieur argentin est en chute libre depuis début 2023

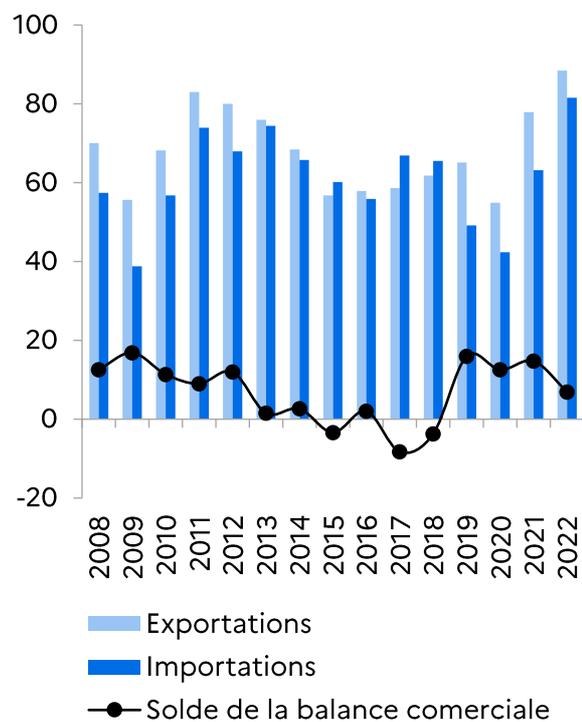
Les termes du commerce extérieur argentin se sont fortement dégradés depuis début 2023. Les exportations dégringolent à 21,7 Md USD, en baisse de 21,3% en glissement annuel, sur la période janvier-avril, tandis que les importations s'établissent à 23,2 Md USD, soit -6,4%. Le solde de la balance commerciale devient ainsi négatif pour la première fois depuis 2018, à -1,4 Md USD (0,3% du PIB attendu en 2023). Cette tendance baissière s'accroît ces derniers mois, avec des exportations qui s'établissent à 5,9 Md USD en avril, diminuant de 29,3% en glissement annuel après -22,2% en mars, tandis que les importations passent à 6,0 Md USD, en baisse de 12,6% après -4,2%.

Le commerce extérieur connaît cependant des variations marquées selon les partenaires commerciaux de l'Argentine. Ainsi, les exportations vers le Brésil, 1^{er} partenaire commercial de l'Argentine, sont en hausse de 7,9%, tout comme les importations de 17,7%. Les exportations et les importations vers la Chine, 2^e partenaire commercial, diminuent en revanche fortement de, respectivement, 5,5% et 27,0%. Les flux sont plus ambigus avec les Etats-Unis, 3^e partenaire commercial, avec une contraction des exportations de 13,0% et une augmentation des importations de 4,9%.

L'effondrement des exportations sur la période s'explique par la baisse des exportations agricoles due à la sécheresse.

Le phénomène climatique La Niña a généré un déficit de précipitations et d'humidité du sol et provoque une baisse de la production agricole qui pourrait représenter seulement entre 75 et 80 millions de tonnes lors de la campagne 2022-2023, soit -40% par rapport à la campagne 2020-2021. Cette diminution se répercute sur les exportations, avec une baisse des produits de l'industrie agroalimentaire (1^{er} poste d'exportation avec 35,8% du total) et des produits du secteur primaire (3^e poste avec 21,4%) de, respectivement, -21,6% et -42,4%. En revanche, les produits de l'industrie manufacturière (2^e poste avec 30,6%) et les combustibles et énergies (4^e poste avec 12,2%), moins impactés par la sécheresse, résistent mieux et ne diminuent que de, respectivement, -4,4% et -0,4%.

Argentine – Évolution du commerce extérieur (Md USD)



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires



Côté importation, la contraction depuis début 2023 s'explique par le contrôle des importations des autorités. Afin de stimuler la production nationale et de préserver les réserves internationales de la Banque centrale, le gouvernement a renforcé les conditions d'importations dans le cadre du système d'importation de la république d'Argentine (SIRA). Ces restrictions ont provoqué une baisse des importations de biens intermédiaires (1^{er} poste d'importation; 39,6% du total) et des biens d'équipements (3^e poste; 14,6%) de, respectivement, -2,4% et -18,0%. A contrario, les pièces de rechange des équipements (2^e poste; 21,3%) font exception et sont en progression de 9,0% sur la période.

Pour la première fois depuis 2006, l'Argentine exporte du pétrole au Chili

Grâce aux travaux de rénovation réalisés sur l'oléoduc «Trasandino», l'Argentine exporte de nouveau du pétrole, produit dans la province de Neuquén, vers le Chili. En effet, la société étatique YPF et l'américaine Chevron ont signé un contrat avec l'entreprise chilienne ENAP pour la fourniture de 41.000 barils de pétrole par jour, ce qui représente 2,5MUSD par jour d'exportations.

Dans une deuxième phase qui commencerait à partir de fin 2023, les compagnies pétrolières seront en mesure d'exporter 110.000 barils par jour, ce qui correspond à la capacité maximale de l'oléoduc. Ce contrat historique illustre l'expansion de la production d'hydrocarbures non conventionnels de la formation géologique de Vaca Muerta. Selon les derniers chiffres publiés en février 2023, la production de pétrole s'élève à 602.000 barils par jour, soit

+12% en glissement annuel. L'augmentation de la production est portée par la production du bassin «Neuquino» de pétrole de schiste, qui représente 60% de la production de pétrole du pays et qui affiche un accroissement de la production de +22% en glissement annuel.

CHILI

Le bilan positif du salon ExpoMin laisse espérer une relance de l'innovation dans le secteur minier

Le salon ExpoMin 2023, la plus grande exposition minière du Chili, a eu lieu à Santiago du 24 au 27 avril. Un mois après sa tenue, le bilan du salon est particulièrement positif en accompagnant la nouvelle impulsion du secteur minier engagée par la publication de la stratégie nationale du lithium le 21 avril 2023. Le salon a réuni 1 270 exposants et attiré un nombre record de 58.000 visiteurs en quatre jours. Le congrès international, qui s'est tenu en parallèle, a abordé la transition énergétique de l'industrie minière et la place des femmes dans le secteur minier. Le salon a notamment abordé le thème de la «mine verte», indispensable à la transition écologique du Chili.

ExpoMin a été l'occasion de présenter les derniers développements technologiques dans le secteur minier, qui permettraient d'améliorer l'efficacité et de décarboner les procédés miniers. En particulier, les exposants ont mis en avant les innovations en intelligence artificielle, en analyse de données et en automatisation pour optimiser les procédés miniers. Parallèlement, l'essor récent du lithium a suscité un grand intérêt



pour les technologies d'extraction directe du lithium, à faible impact environnemental, qui devraient devenir obligatoires. Des projets pilotes de ces technologies (dont plusieurs d'entreprises françaises) sont déjà en cours au Chili et ont des résultats prometteurs, mais la généralisation de l'extraction directe requiert une meilleure compréhension de l'hydrogéologie des salars (par exemple grâce à des jumeaux numériques), alors que la gestion des eaux est un enjeu aussi bien pour l'exploitation minière que pour l'environnement.

Cette focalisation du secteur minier sur l'innovation lors d'ExpoMin est une bonne nouvelle, alors que l'industrie minière chilienne était peu prompte à engager des efforts en R&D ces dernières décennies. Signe de cette prise de conscience, le gouvernement chilien a annoncé fin avril la création future d'un Institut national de recherche sur le lithium et les salars, tandis que le géant minier SQM a lancé début mai, avec l'Université catholique du nord, un projet de centre R&D sur la chaîne de valeur du lithium. En outre, la décarbonation du secteur minier pourra également s'appuyer sur les actions déjà engagées dans l'hydrogène vert et les renouvelables au Chili, comme l'autonomie des véhicules miniers et l'électricité bas-carbone. Certains groupes miniers comme CAP espèrent même développer de nouveaux procédés miniers, par exemple pour produire de l'acier vert grâce à une réduction chimique à base d'hydrogène vert en lieu et place de coke métallurgique (charbon) actuellement utilisé.

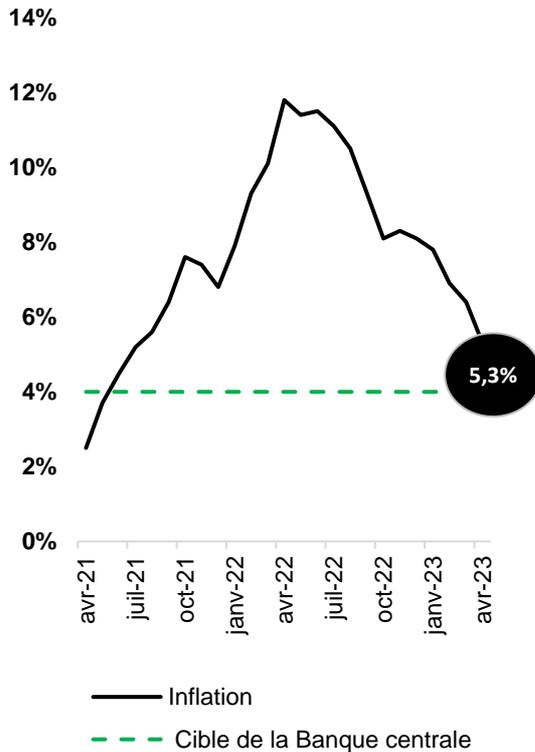
PARAGUAY

Le consensus du marché maintient en mai ses prévisions économiques

Selon l'enquête sur les anticipations des agents économiques, publiée par la Banque centrale en mai, le consensus du marché table sur une accélération de la croissance pour atteindre 4,5% en 2023, après seulement 0,1% en 2022, soit un rythme en ligne avec les prévisions du FMI. En 2024, les agents économiques estiment que la croissance serait de 4,0%.

Concernant les tensions sur les prix, les agents économiques anticipent un tassement progressif des tensions inflationnistes au cours des deux prochaines années, à la faveur du resserrement marqué de la politique monétaire. Alors que l'inflation est passée de 7,8% en janvier à 5,3% en avril, les agents économiques prévoient une hausse des prix de seulement 5,0% à la fin 2023 et 4,0% à la fin 2024. A mi-parcours, en mai 2024, l'inflation serait de 4,5% puis tomberait à 4,0% à l'horizon de deux ans.

Dans ce contexte, le marché estime que le taux directeur pourrait demeurer inchangé à 8,5% au cours des deux prochains mois, avant de progressivement baisser. Il s'établirait alors à 7,0% à la fin 2023 et 6,0% à la fin 2024.

Variation interannuelle de l'Indice des prix à
la consommation (%)

Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

S'agissant de l'évolution du taux de change nominal vis-à-vis de la devise américaine, les agents prévoient une relative stabilité du guaraní. Cette prévision se fonde sur la hausse des taux d'intérêt et de l'afflux de devises issues du rebond des exportations (5,6 Md USD durant les 4 premiers mois de 2023 ; +30,1% sur un an). Le taux de change passerait d'une moyenne de 7.188 PYG/USD en mai à 7.200 PYG/USD en juin, soit +0,2% sur la période. Pour les prévisions en fin de période, le taux de change passerait de 7.215 PYG/USD en décembre 2023 à 7.270 PGY/USD en décembre 2024, soit une dépréciation de 0,8% sur un an.s

URUGUAY

Les petites entreprises sont vitales au tissu économique uruguayen, mais aussi sous performantes

Les micros, petites et moyennes entreprises (MiPymes), constituent une part importante de l'économie uruguayenne. Selon les dernières estimations de l'agence nationale du développement, l'Uruguay compte environ 197.100 MiPymes en 2021, ce qui représente 99,6% du total des entreprises. La concentration des MiPymes est d'autant plus forte que leur taille est faible, les microentreprises représentant 86% du total, les petites 11% et les moyennes 3%. Leur nombre est en constante augmentation, enregistrant une croissance annuelle de 0,2% en 2020 et de 3,8% en 2021. Elles opèrent avant tout dans le commerce et la réparation de véhicule (33,1%), le transport et le stockage (10,8%) et l'industrie (9,0%).

Malgré leur importance dans l'économie, les MiPymes sous-performent au pro ratio de leur nombre. Bien qu'elles englobent 64,9% des emplois en 2021, répartis équitablement en fonction de la taille (22,8% dans les micro entreprises, 21,3% dans les petites et 20,9% dans les moyennes), elles ne génèrent que 19,2% des ventes totales en valeur, encore une fois avec des disparités importantes (3,1% pour les micros, 4,8% pour les petites et 11,3% pour les moyennes). Par ailleurs, la part des ventes des MiPymes en Uruguay est en baisse de 1,9 point de pourcentage (p.p.) en 2021 après -2,4 p.p. en 2020.

Cette sous-performance est notamment due à leur faible intégration dans le commerce extérieur. Les MiPymes représentaient 81%



du noyau des entreprises exportatrices (environ 1.030 entreprises qui génèrent 99% des exportations de biens), mais n'ont participé qu'à hauteur de 506 MUSD dans la valeur ajoutée exportée (4% du total). Cette faible contribution se retranscrit sur le marché du travail. Les MiPymes exportatrices ne généraient que 20,8% du total de l'emploi du noyau exportateur, soit environ 13.000 postes, avec des rémunérations plus faibles, le salaire moyen mensuel dans les MiPymes s'élevant à près de 1.600 USD contre environ 2.600 USD dans les grandes entreprises. Le contraste est d'autant plus criant que la taille de l'entreprise diminue, la rémunération moyenne s'élevant à environ 980 USD pour les microentreprises, 1.300 USD pour les petites entreprises et près de 1.800 USD pour celles de taille moyenne.

Cependant, les MiPymes contribuent à la diversification de la matrice exportatrice en occupant des secteurs distincts des grandes entreprises. Parmi les 706 secteurs d'exportations, les PyMes ont exclusivement participé à 42% d'entre eux, les grandes entreprises à 17%, tandis que 41% des secteurs sont couverts par les deux types d'entreprises. Tandis que les grandes entreprises couvrent les grands postes d'exportations uruguayens, comme la viande bovine (20% de leurs exportations), la cellulose (15%) et le soja (15%), les MiPymes se focalisent sur d'autres secteurs de niche, comme les pierres précieuses (4% des exportations des moyennes entreprises, 6% des petites et 10% des micros) et le miel (3% des moyennes, 4% des petites).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
LinkedIn :
Twitter :

simeon.morvan@dgtresor.gouv.fr
Service Économique Régional pour le Cône Sud
@Tresor_ConoSud